

Brésil, le spectre du bolsonarisme

Entretien avec Christian Lynch

par Maud Chirio, Diogo Cunha & Rodrigo Nabuco

Malgré des indicateurs économiques relativement positifs, le gouvernement de Lula risque d'être renversé ce mois-ci par le fils de Bolsonaro. Comment expliquer cette menace ?

Christian Edward Cyril Lynch est docteur en Science Politique par l'ancien IUPERJ (Instituto Universitário de Pesquisas do Rio de Janeiro), avec un doctorat en cotutelle à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS-Paris). Professeur titulaire de science politique à l'Institut d'Études Politiques et Sociales de l'Université de l'État de Rio de Janeiro (IESP-UERJ). Chercheur à la Fondation Casa de Rui Barbosa (FCRB), au CNPq et à la FAPERJ ; membre titulaire de l'Institut Historique et Géographique Brésilien (IHGB), chroniqueur au Canal Meio et rédacteur en chef de la Revue Insight Inteligência. Parmi d'autres ouvrages, il est l'auteur de *Fundações do Pensamento Político Brasileiro: a construção intelectual do Estado no Brasil* (2024) ; *Da Monarquia à Oligarquia: história institucional e pensamento político brasileiro* (2014), et *Monarquia sem Despotismo e Liberdade sem Anarquia: o pensamento político do Marquês de Caravelas* (2014). Il est coauteur, avec Paulo Henrique Cassimiro, de *O Populismo Reacionário: ascensão e legado do bolsonarismo* (2022) et, avec Oscar Vilhena Vieira et Rubens Glezer, de *Teoria Constitucional Brasileira: 200 anos de disputas*(2024).

Diogo Cunha : Le gouvernement Lula affiche des indicateurs économiques relativement positifs : on observe une baisse du chômage, une maîtrise de l'inflation

et un renforcement des programmes sociaux. Cependant, malgré cela, sa popularité reste plus faible que ce à quoi on pourrait s'attendre face à un tel contexte d'amélioration économique. Comment évaluez-vous cette situation ? Autrement dit, ces améliorations n'ont-elles pas d'effet concret sur la qualité de vie des Brésiliens ? Comment expliquer ce décalage entre les indicateurs économiques et l'opinion publique ?

Christian Lynch : Tout d'abord, il faut garder à l'esprit que toute élection juge avant tout le président sortant. Lula est jugé sur son mandat en cours. Or au Brésil comme ailleurs, la combinaison de taux d'intérêt envolés et d'une forte inflation donne l'impression aux consommateurs d'un coût de la vie élevé, qui nuit partout à la popularité des gouvernements en place. De plus, la présidence a fait le choix de ne pas utiliser le recours aux « paquets de mesures de bienfaisance »¹ de dernière année pour limiter cette impression dans l'opinion, ce qu'ont coutume de faire les gouvernements en place avant un scrutin important. C'était ce qu'avait fait Bolsonaro en 2022. Lula a fait le choix inverse en 2026, bien que les allocations familiales [*Bolsa família*] aient été réajustées, un peu en catastrophe, ces derniers jours.

Au-delà de ces questions conjoncturelles, il existe le contexte du fort sentiment d'insécurité dans les opinions publiques, du fait de la révolution technologique, la démondialisation, le retour des impérialismes, entre autres. Les dirigeants sont partout sommés d'offrir des perspectives d'avenir, à mettre en regard de ces angoisses profondes : il faut vendre de l'optimisme. Or il me semble que le président Lula, qui est une figure traditionnelle identifiée au régime démocratique brésilien de 1988, véhicule une idée qui n'est pas celle de l'avenir. Pour quelqu'un qui a 20 ans, le monde a plus ou moins commencé par une confrontation entre Bolsonaro et Lula, lorsque le premier a été élu il y a 8 ans et que le second était en prison. Enfin, la présidence de Lula continue de miser sur la répétition d'un certain nombre de formules qui ont fait leurs preuves, mais qui ne fonctionnent plus aussi bien aujourd'hui, ou pas pour tout le monde. Notons contradictoirement que c'est probablement grâce à la personne de Lula que la droite n'est pas déjà au pouvoir au Brésil, car c'est une figure totalement exceptionnelle, qui maintient le système à flot.

À cela s'ajoute la capacité de l'extrême droite, grâce à la révolution technologique et aux réseaux sociaux, de créer une sorte de bouclier contre la réalité.

¹ Le « *saco de bondades* » désigne des mesures économiques et sociales ponctuelles à effet immédiat – hausses des prestations sociales, baisses d'impôts – annoncées par les dirigeants à la fin de leur mandat.

Qui s'informe dans ces bulles devient insensible à certains facteurs, et tout est interprété à la lumière d'une unique logique : discréditer et détruire l'ennemi. Dès lors que cette extrême droite soutient que la social-démocratie ou le libéralisme démocratique sont des ennemis, qu'elle attaque dans une guerre culturelle menée au sein de réseaux fermés de communication, il devient très difficile de mobiliser les gens autour de problèmes qui auparavant, dans un contexte moins radicalement polarisé, motivaient leur positionnement et leur vote. Les électeurs deviennent alors insensibles au fait que tel candidat soit excessivement corrompu ou que ses propos soient démentis dans les faits. Cette situation va de pair avec le discrédit croissant de la presse traditionnelle, une presse libérale-démocrate, de centre, qui présupposait un certain type de public, un certain type de société civile, d'individu autonome, responsable, rationnel, en somme. Ainsi, lorsque ce type de presse n'a plus aucun crédit, une partie de la population en vient également à se boucher les oreilles, à adopter un comportement automatique, qui résulte presque exclusivement de la polarisation. Pour finir, il faut dire que l'extrême droite brésilienne s'est forgé une identité très forte : pour qui réussit, qui appartient à la classe moyenne supérieure, les entrepreneurs, les évangéliques, l'espace de dépolitisation est devenu très restreint, il se réduit presque exclusivement à l'extrême droite.

Cette élection présidentielle sera en fait décidée par 5 % de la population, qui n'a pas encore de choix arrêté, n'est pas déjà positionnée dans ce jeu extrêmement polarisé. Cette petite minorité en général ne vit pas la politique au quotidien et risque de voter en fonction du scandale de la semaine.

Maud Chirio : Quelle est la composition sociologique de l'électorat bolsonariste aujourd'hui ? Comment a-t-il évolué depuis l'ascension de Bolsonaro en 2018 ?

Christian Lynch : Ce qu'on peut affirmer avec certitude, c'est que les hommes continuent de voter davantage pour cette extrême droite, en partie en réaction à l'émancipation féminine, au sentiment de perte de la place masculine traditionnelle et de la position dominante que la masculinité leur garantissait. Il y a un différentiel d'environ 10 points avec l'électorat féminin. Un autre critère de poids est la religion : les évangéliques votent majoritairement pour Bolsonaro, du fait de la force parmi cette population de la ligne réactionnaire, qui prétend subordonner la politique à la religion. Une bonne partie de l'électorat évangélique au Brésil est en effet dominée par ce qu'on appelle la théologie de la prospérité. C'est une ligne de pensée selon laquelle si vous

êtes pauvre, c'est parce que vous n'avez pas encore trouvé Dieu, c'est-à-dire que vous n'avez pas trouvé le pasteur. Et lorsque vous le trouverez, vous deviendrez riche, et si vous devenez riche, ce sera grâce à Dieu. Vous bénéficierez donc, en réalité, d'une sorte de bénédiction. L'exploitation et l'argent se mêlent au salut de l'âme. Et cela crée un croisement entre la pensée réactionnaire d'un côté et la pensée libertarienne de l'autre.

Il y a également des variations régionales extrêmement structurantes. Le vote bolsonariste prédomine dans le sud du pays, en lien à mes yeux avec deux éléments, qui sont liés entre eux. D'abord, dans ce sud, on revendique plus fréquemment l'ascendance liée à l'immigration européenne blanche de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, qui y est arrivée en masse, ainsi que l'idée que les seuls vrais travailleurs au Brésil auraient été ces immigrés blancs et leurs descendants. À leurs yeux, leur propre travail et l'argent versé à l'État en tant que bons contribuables auraient été utilisés par la gauche pour exploiter la misère et manipuler les pauvres à son profit, notamment dans le Nordeste. Lula a effectivement son bastion dans le Nord-Est, qui s'est considérablement développé et a vu les conditions de vie de sa population drastiquement améliorées sous ses présidences et celles de Dilma Rousseff. Le bolsonarisme du sud a donc pour pendant l'hostilité virulente au Nordeste comme région, et un imaginaire négatif et raciste sur ses habitants.

Le deuxième élément est l'acceptation très nette, dans le sud et de sud-est, de constituer une périphérie des pays riches et d'occuper une position subalterne ou vassale, qu'on pourrait résumer en désir de « devenir un gigantesque Porto Rico ». L'extrême droite a longtemps agité le chiffon rouge du risque de « devenir le Venezuela », mais maintenant la blague circule que c'est littéralement ce qu'elle souhaite : devenir le Venezuela d'aujourd'hui², un protectorat américain, puisque pour cet électorat le meilleur endroit au monde, c'est Miami. Cet électorat ne voit par exemple aucun problème à adhérer au Bouclier des Amériques³, à la doctrine Trump et à ce genre de choses. Cet imaginaire périphérique, cette acceptation de la position subalterne vis-à-vis de l'Europe ou des États-Unis, est très fort dans d'autres pays d'Amérique latine, surtout dans les Caraïbes, en Colombie. Ça a toujours été un peu moins le cas au Brésil, où il existe une tradition d'empire.

² C'est une référence au Venezuela de l'après-Nicolás Maduro, actuellement dirigé par Delcy Rodríguez, un scénario dans lequel la structure dictatoriale est maintenue, mais avec un gouvernement entièrement soumis aux intérêts de l'administration Trump.

³ Le Bouclier des Amériques désigne un projet de bouclier antimissile régional, porté par les États-Unis, visant à étendre une protection militaire coordonnée à l'ensemble du continent américain face aux menaces balistiques et hypersoniques.

Cet électorat est enfin traversé par un très fort imaginaire d'entrepreneuriat. L'entrepreneuriat, en réalité, est l'idéologie libertaire économique selon laquelle le peuple brésilien est représenté par les chefs d'entreprise. Les entrepreneurs constituent la classe universelle. Avec la crise de la gauche, du cosmopolitisme et du progressisme, il a été possible de vendre l'idée que tout Brésilien salarié, même subalterne, est en réalité un entrepreneur en puissance et que la Bourse est l'institution qui devrait symboliser le pays. Les personnes les plus sensibles à ce genre de discours sont souvent de classe moyenne inférieure, devenues hostiles à toute forme de régulation de l'État et à l'impôt.

Rodrigo Nabuco : Pourriez-vous développer sur les liens entre cette extrême droite, l'affaiblissement du catholicisme et l'enracinement populaire d'un pentecôtisme conservateur et agressif ?

Christian Lynch : Ce pentecôtisme agressif vient directement des États-Unis, des Églises traditionnelles anabaptistes, wesleyennes, méthodistes ou presbytériennes. Les phénomènes sont très similaires, menés par des réactionnaires, corrompus et patrimoniaux, qui mélangent religion et argent et qui, en même temps, sont antirépublicains et opposés à l'idée même d'impartialité dans la gestion des affaires publiques. Leurs propos et leur influence ont été considérablement amplifiés par un environnement numérique complètement déréglementé.

Face à cela, l'Église catholique s'est montrée idéologiquement moins adaptable à l'évolution du capitalisme contemporain. Dans sa dimension réactionnaire et conservatrice, elle repose sur des valeurs aristocratiques précapitalistes et thomistes. À très grands traits, l'inégalité y est naturalisée mais, puisque Dieu a fait les riches riches et les pauvres pauvres, les riches doivent aider les pauvres, dans un esprit de charité. L'économie est l'art de gérer la maison, l'argent le moyen d'entretenir la maison, il n'est pas nécessaire de gagner plus que ce qu'il faut pour cela. Les courants progressistes du catholicisme, qui ont été très puissants au Brésil, ne se sont pas éloignés complètement de cette approche, sinon précapitaliste, du moins anticapitaliste. L'Église catholique s'est trouvée largement dépourvue face à l'émergence de la soif d'entrepreneuriat, notamment dans les périphéries des villes. Le fait qu'elle soit centralisée l'a en outre rendue beaucoup plus rigide, moins flexible et donc incapable de suivre ces changements.

Dans le même temps, les églises néo-pentecôtistes se sont multipliées. Dans de nombreux endroits, elles ont pris la place de l'État, comme des sortes d'associations d'entraide, un rôle que l'Église catholique n'a pas réussi à continuer d'assurer du fait de sa structure, sa centralisation, sa difficulté à innover. Car les églises néo-pentecôtistes offrent tout ce que l'on peut imaginer : certaines proposent même des cartes de crédit, des clubs de rencontre, des groupes de parole pour réconcilier les couples. Les sciences sociales n'ont d'ailleurs pas bien suivi ces changements, ce dont nous ne sommes aperçus que très récemment. Nous sommes en effet confrontés à un problème générationnel en termes de compréhension : nous avons été élevés dans le monde de la fin du XXe siècle, radicalement différent. Le monde nouveau, où s'articulent l'argent, le protestantisme, la périphérie et la toute-puissance de l'agrobusiness n'a pas grand-chose à voir ni avec l'époque au cours de laquelle nous avons été socialisés ni aux milieux urbains et éduqués dans lesquels nous continuons d'évoluer.

Diogo Cunha : Quelles différences observez-vous entre le programme, la stratégie, le style politique des deux Bolsonaro, le père Jair et le fils Flávio ? Peut-on les qualifier tous les deux d'extrême droite ? Quelle est leur position vis-à-vis de la démocratie ?

Christian Lynch : Jair Bolsonaro avait construit une image d'homme populaire, charismatique, qu'il a mise au service d'un mandat antirépublicain et en particulier anti-Nouvelle République⁴. L'un des piliers de son discours était la nostalgie de la dictature militaire – identifier un passé imaginaire auquel revenir est très courant dans ce type d'idéologie réactionnaire. Par ailleurs, c'était un gouvernement à la fois très chaotique et un peu amateur, qui à certains points de vue évoquait le premier mandat de Trump. Aujourd'hui le paysage est très différent : les militaires se sont complètement tus, peut-être en partie du fait de l'échec de la tentative de coup d'État de la fin 2022 début 2023. Flávio Bolsonaro lui-même se présente à la fois comme l'héritier de son père et comme un homme politique de droite ordinaire, y compris à l'attention de la classe politique brésilienne. Ça n'est pas très efficace : toute une partie de la classe politique, en particulier les membres du *Centrão*⁵, se méfie de la famille

⁴ Régime démocratique instauré en 1988, issu de la transition qui succède à la dictature militaire (1964-1985).

⁵ Groupe parlementaire de centre-droit et très hétérogène, réputé pour son pragmatisme et sa capacité à négocier le soutien de l'exécutif.

Bolsonaro, jugée dysfonctionnelle. Ils préférèrent à Flávio le gouverneur de São Paulo, Tarcísio de Freitas, qu'ils estiment plus fiable.

Flávio Bolsonaro n'a à peu près aucun programme. Il est le fils de son père et incarne avant tout l'anti-Parti des Travailleurs, dans une version débarrassée de l'obsession de la dictature militaire. La famille Bolsonaro s'accroche à cette incarnation de l'opposition à Lula, qui lui assure le leadership à droite, imposé par le clan au reste du camp conservateur. Cela permet en outre à ses membres de demeurer relativement indemnes des lourdes accusations qui pourraient peser sur eux, du fait de leur niveau considérable de corruption ou des liens avec la mafia et les milices. Incarner l'anti-PT et l'anti-Lula a une considérable force politique parce que le président en place incarne, d'une certaine manière, un régime désormais discrédité dans de larges secteurs de l'opinion. La République était déjà en mauvaise posture depuis 2014, notamment sous l'effet de l'opération *Lava Jato* qui a contribué à créer ce sentiment de corruption systémique. L'élection de Bolsonaro père a été dans une large mesure une réponse à ce discrédit. Lui a succédé Lula en 2022, qui a gagné parce qu'il se présentait comme un protecteur du régime, mais dont l'effondrement pèse aujourd'hui sur sa popularité. Lorsqu'il défend la République, il est d'autant plus rejeté par la moitié de l'électorat. Sa candidature permet peut-être de gagner du temps ; cependant, elle fait obstacle également au fait d'inventer et de proposer quelque chose de nouveau. Notons cependant que ce n'est pas la première fois que l'on donne Lula pour mort ou pour vaincu, il y a peut-être encore quelque chose à écrire.

Je voudrais souligner un dernier point au sujet des élections et de la nature du régime politique brésilien. L'un des phénomènes marquants de ces dernières années a été sa déprésidentialisation. L'oligarchie partisane qui contrôle le législatif, dominée par le *Centrão*, a organisé progressivement les conditions de sa survie et de sa perpétuation politiques – qui ont un temps semblé menacées par l'opération *Lava Jato* – pour ne plus dépendre de l'exécutif. Ces parlementaires se sont donc approprié une partie du budget de l'État, et organisent le fait de prendre le contrôle de tribunaux et du parquet, en y nommant notamment des agents politiques. C'est un véritable changement de régime.

Maud Chirio : En cas de nouvelle contestation violente d'un résultat électoral défavorable à l'extrême droite et/ou d'évolution autocratique ultérieure, quelles seraient désormais les capacités du système politique brésilien à résister ?

Christian Lynch : La situation est aujourd'hui bien plus favorable à l'extrême droite qu'il y a quelques années. Il est d'abord parfaitement clair qu'il ne s'agit pas d'expériences éphémères, mais de processus qui s'ancrent partout dans la durée. Chaque situation nationale est cependant différente, et l'Amérique latine se caractérise notamment par le maintien d'une alternance – ce qu'on appelle les « vagues bleues » et les « vagues rouges ». Or l'actuelle vague bleue coïncide avec le second mandat de Trump et avec la relance de l'impérialisme américain sous sa forme la plus brutale. Brutale en ce sens qu'elle n'a jamais été aussi ouverte, flagrante, déclarée, ce qui témoigne du sentiment d'insuffisance du soft power américain. En cas de victoire de Flávio Bolsonaro, le Brésil risque de devenir une sorte de protectorat états-unien, dans le sens où une partie des décisions dont dépend la souveraineté du pays, comme la gestion des ressources naturelles indispensables pour que les États-Unis tiennent tête à la Chine, seraient prises à Washington.

Dans ce cadre, le second gouvernement Trump pourrait bien devenir un modèle de gouvernement, dans lequel l'argument de la sécurité nationale, des guerres, de la drogue, du terrorisme, sert à gouverner de façon très autoritaire et presque sans contrepouvoirs. C'est ce qu'il se passe actuellement aux États-Unis : l'exécutif domine les deux chambres, gouverne sur la base d'un État d'exception, restreint les droits des immigrés, organise le fait que la Cour Suprême abroge une partie de la Constitution afin de limiter le droit du sol, etc. S'en prend à la presse. Cela crée une nouvelle normalité. Au Brésil, Flávio Bolsonaro n'obtiendra pas de majorité au parlement, car les systèmes de scrutin ne le permettent jamais, mais il aura probablement une lune de miel de quelques mois. Il fera également certainement appel à l'armée, mais on ne sait pas comment les militaires vont se comporter.

Le plus problématique demeure la Cour Suprême. Elle semble immergée dans l'actuel scandale de corruption qui secoue le Brésil, mais ce qui s'y joue surtout est une lutte de pouvoir. Rappelons que le scrutin de dimanche a pour toile de fond l'énorme scandale financier de la banque Master, qui implique des dizaines de membres de la classe politique, tout particulièrement à droite et à l'extrême droite et plus particulièrement encore la famille Bolsonaro⁶. Ce n'est pas la première affaire de corruption qui ébranle la démocratie brésilienne, mais c'est la première fois que des membres de la Cour Suprême y sont directement impliqués. La possible implication

⁶ Fraude de grande ampleur, selon le modèle de la pyramide de Ponzi, impliquant la manipulation d'actifs bancaires et des soupçons de relations inappropriées entre le patron de la banque, Daniel Vorcaro, et des autorités des pouvoirs judiciaire et exécutif.

du juge Alexandre de Moraes⁷ dans le scandale est une aubaine pour certains de ses collègues qui veulent utiliser la Cour comme outil politique, de manière à nuire à Lula et à favoriser Flávio Bolsonaro. C'est le jeu que joue Mendonça, le grand représentant du bolsonarisme dans cette instance⁸. Le prochain président pourra nommer quatre à cinq juges à la Cour et de cela dépendra le sort du régime. Car la République brésilienne telle qu'elle est, sa capacité de résistance face à des aventuriers d'extrême droite, est directement liée à une certaine interprétation de la Constitution. Une majorité ultra-conservatrice à la Cour changerait tout : cela permettrait de revenir sur de nombreuses avancées, d'assouplir les droits des fonctionnaires, d'accroître la répression, de favoriser l'extension du pouvoir présidentiel. Or l'extension du pouvoir présidentiel est fatale partout, surtout en des temps comme ceux-ci, de forte insécurité. Elle peut permettre la perpétuation au pouvoir d'une dynastie, d'une bande, et change la nature même du régime.

Publié dans lavedesidees.fr, le 2 octobre 2026.

⁷ Alexandre de Moraes est un juge de la Cour suprême (STF) nommé par le président Michel Temer en 2017. Il a joué un rôle central dans la condamnation de Bolsonaro pour tentative de coup d'État, ce qui a fait de lui la cible principale des attaques du bolsonarisme.

⁸ André Mendonça, pasteur presbytérien surnommé « terriblement évangélique » par Jair Bolsonaro, qui a été nommé à la Cour suprême (STF) le 13 juillet 2021.